

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/14089]

**8 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij verbindend wordt verklaard de beslissing van de Centrale paritaire commissie van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs van 25 april 2017 betreffende de actualisering van de oproep tot kandidaten voor de toelating tot de stage van directeur of tot de tijdelijke aanstelling in een directeurambt voor een periode van meer dan 15 weken**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, inzonderheid op artikel 97;

Gelet op de aanvraag van de Centrale paritaire commissie van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs om de beslissing van 25 april 2017 verbindend te laten verklaren;

Gelet op de gendertest van 12 oktober 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De beslissing van de Centrale paritaire commissie van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs van 25 april 2017 betreffende de actualisering van de oproep tot kandidaten voor de toelating tot de stage van directeur of tot de tijdelijke aanstelling in een directeurambt voor een periode van meer dan 15 weken, wordt verbindend verklaard.

**Art. 2.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 2007 waarbij verbindend wordt verklaard de beslissing van de Centrale paritaire commissie van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs van 10 juli 2007 betreffende de actualisering van de oproep tot kandidaten voor de toelating tot de stage van directeur of tot de tijdelijke aanstelling in een directeurambt voor een periode van meer dan 15 weken, wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 25 april 2017.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 november 2017.

De Minister-president,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/206030]

**16 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon prévoyant en 2017 une aide pour compenser la baisse exceptionnelle des prix des produits agricoles dans le secteur de l'élevage**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.242, D.243 et D.245, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 août 2017;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 20 juillet 2017 et approuvée le 18 août 2017;

Vu le rapport du 3 août 2017 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 62.227/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 3 août 2017 de reconnaître la baisse exceptionnelle en 2017 des prix des produits agricoles;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place sans délai un régime d'aide au profit des producteurs pour soulager la trésorerie des exploitations;

Considérant que tout retard dans l'adoption et la mise en œuvre de ce régime d'aide serait préjudiciable à l'ensemble du secteur;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une aide de minimis est octroyée en 2017 aux agriculteurs :

1° ayant eu droit à une aide au paiement de base conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, ci-après dénommé « l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 », et

2° ayant détenu des ovins, des bovins ou des caprins en 2016.

**Art. 2.** Le montant par hectare admissible de l'aide visée à l'article 1<sup>er</sup> est calculé en divisant un budget de 6.500.000 euros par le nombre total des hectares admissibles à l'aide.

Les hectares admissibles sont déterminés à l'annexe 1 au présent arrêté.

Par agriculteur, le montant total de l'aide visée à l'article 1<sup>er</sup> ne dépasse pas 15.000 euros moins le montant de toute aide « de minimis » octroyée au cours de l'année en cours et des deux années précédentes.

L'éventuelle partie de l'aide non distribuée en application de l'alinéa 3 est répartie entre les autres agriculteurs qui n'ont pas atteint le plafond.

Le demandeur remplit et signe la déclaration « de minimis » telle que reprise en annexe 2.

**Art. 3.** Pour être admissible à l'aide visée à l'article 1<sup>er</sup>, l'agriculteur :

1° est identifié auprès de l'organisme payeur dans le cadre du SIGeC conformément à l'article D.22 du Code wallon de l'Agriculture, ci-après dénommé « le Code »;

2° détient une unité de production sur le territoire de la Région wallonne;

3° est agriculteur actif au sens de l'article 9 du Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil, tel qu'exécuté par les articles 10 à 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015.

**Art. 4.** L'aide visée à l'article 1<sup>er</sup> n'est pas octroyée à une entreprise en difficulté, au sens de l'article 2, 14°, du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

**Art. 5.** L'organisme payeur :

1° est chargé du suivi de l'aide visée à l'article 1<sup>er</sup> conformément à l'article D.254 du Code;

2° octroie l'aide visée à l'article 1<sup>er</sup> sur la base des données et des documents dont il dispose par la demande unique de l'agriculteur visée à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, lorsque l'organisme payeur ne dispose pas des données ou des documents lui permettant d'octroyer l'aide aux agriculteurs concernés, il envoie une demande d'information aux agriculteurs par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code. Les agriculteurs répondent dans les trente jours à dater de la réception de la demande d'information par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code.

**Art. 6.** L'organisme payeur mentionne dans la décision d'octroi de l'aide visée à l'article 1<sup>er</sup> le caractère de minimis de celle-ci.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'aide octroyée est suspendue par l'organisme payeur en cas de non-respect des obligations visées à l'article 3.

La suspension est notifiée à l'agriculteur.

§ 2. En cas de paiement indu, l'aide est recouvrée conformément aux articles D. 258 à D. 260 du Code.

**Art. 8.** Conformément à l'article D.257, § 1<sup>er</sup>, du Code, l'agriculteur a quarante-cinq jours pour introduire un recours auprès du responsable de l'organisme payeur contre toute décision prise en vertu du présent arrêté. Le responsable de l'organisme payeur ou son délégué entend le requérant lorsque celui-ci sollicite une audition conformément à l'article 17, § 2, du Code.

Le responsable de l'organisme payeur ou son délégué peut prendre une décision sur le recours dans un délai de trois mois à dater de la réception de celui-ci.

La décision du responsable de l'organisme payeur est notifiée concomitamment à l'autorité qui a pris la décision et au requérant.

Aucun intérêt de retard n'est réclamé relatif à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

**Art. 9.** Aucune aide prévue par le présent arrêté n'est accordée en faveur d'un agriculteur qui a créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 novembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

## Annexe 1 - Détermination des hectares admissibles

Sont admissibles les hectares de superficies fourragères, telles que déterminées par l'organisme payeur sur base de la déclaration de superficie de 2016 dans les catégories de cultures suivantes :

1. betterave fourragère;
2. luzerne;
3. prairie permanente (taux de couverture > 90 %), hors rotation depuis 5 ans;
4. prairie permanente (taux de couverture > 90 %), avec contrat d'aide complémentaire environnemental, hors rotation depuis 5 ans;
5. prairie permanente (50 % <taux de couverture <= 90 %), hors rotation depuis 5 ans;
6. prairie permanente (50 % <taux de couverture <= 90 %), avec contrat d'aide complémentaire environnemental, hors rotation depuis 5 ans;
7. prairie temporaire;
8. prairie à vocation à devenir permanente pour les parcelles en MAEC et N2000;
9. trèfles;
10. autres fourrages;
11. fèves et Féveroles d'hiver;
12. fèves et Féveroles de printemps;
13. lupin doux;
14. mélange protéagineux d'hiver + céréales ou autres espèces;
15. mélange protéagineux de printemps + céréales ou autres espèces;
16. pois protéagineux d'hiver;
17. pois protéagineux de printemps;
18. autres protéagineux.

L'admissibilité des hectares fourragers est conditionnée à la présence de 2 UGB par hectare fourrager. En cas de densité inférieure à 2 UGB par hectare, la superficie admissible est calculée en divisant le nombre total d'UGB présentes dans l'exploitation par 2 UGB hectare.

L'UGB est l'unité de gros bétail ou l'unité de référence permettant d'agrèger le bétail de différentes espèces et de différents âges en utilisant des coefficients spécifiques établis initialement sur la base des besoins nutritionnels ou alimentaires de chaque type d'animal.

Les UGB sont comptabilisés sur base de la présence du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2016 prise en compte dans le cadastre des épandages, à savoir :

- 1° pour les bovins: des présences moyennes calculées par trimestre;
- 2° pour les ovins et caprins : les présences sont issues de l'inventaire annuel 2016;
- 3° les catégories sont pondérées de sorte à transformer toutes les présences en UGB selon les formules suivantes :
  - a) bovins mâles 00-05 mois => 0.4 UGB;
  - b) bovins mâles 06-11 mois => 0.6 UGB;
  - c) bovins mâles 12-23 mois => 0.6 UGB;
  - d) bovins mâles >= 24 mois => 1 UGB;
  - e) bovins femelles 00-05 mois => 0.4 UGB;
  - f) bovins femelles 06-11 mois => 0.6 UGB;
  - g) génisses 12-23 mois => 0.6 UGB;
  - h) génisses >= 24 mois => 1 UGB;
  - i) vaches laitières => 1 UGB;
  - j) vaches de réforme => 1 UGB;
  - k) vaches viandeuses => 1 UGB;
  - l) vaches mixtes => 1 UGB;
  - m) ovins et caprins de moins d'un an => 0.15 UGB;
  - n) ovins et caprins de plus d'un an => 0.15 UGB.

L'admissibilité des hectares fourragers est limitée à 37 ha par agriculteur bénéficiant des aides directes en 2016, tant pour les agriculteurs exerçant en personnes physiques que pour les personnes physiques membres d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales répondant aux conditions prévues à l'article 56, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, tel que modifié par l'arrêté du 17 décembre 2015.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2017 prévoyant en 2017 une aide pour compenser la baisse exceptionnelle des prix des produits agricoles dans le secteur de l'élevage

Namur, le 16 novembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

## Annexe 2 - Formulaire de déclaration sur l'honneur concernant les aides de minimis

Par la présente, le soussigné déclare qu'à l'entreprise citée ci-après :

SOIT

\* sur la période de 01/01/..... (l'année précédant de deux ans la date de signature de cette déclaration) jusqu'au.../...../..... (date de signature de cette déclaration) des aides de minimis préalables ont été allouées jusqu'à un montant total de..... euros.

Une copie des données démontrant l'allocation des aides de minimis est jointe à cette déclaration.

SOIT

\* sur la période de 01/01/..... (l'année précédant de deux ans la date de signature de cette déclaration) jusqu'au.../...../..... (date de signature de cette déclaration) aucune aide de minimis n'a été allouée auparavant.

ET

\* qu'aucune aide d'Etat n'est allouée pour les mêmes coûts éligibles en vertu d'un règlement d'exemption par catégorie ou d'une décision adoptée par la Commission conduisant au dépassement du maximum des aides autorisées à ce titre si cumulée avec les aides « de minimis ».

nom d'entreprise....

numéro d'agriculteur....

nom et fonction....

adresse....

code postal et nom du lieu....

date signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2017 prévoyant en 2017 une aide pour compenser la baisse exceptionnelle des prix des produits agricoles dans le secteur de l'élevage

Namur, le 16 novembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

---

 ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/206030]

**16. NOVEMBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den 2017 eine Beihilfe vorgesehen wird, um den außerordentlichen Verfall der Preise für Agrarerzeugnisse im Bereich der Viehzucht auszugleichen**

Die Wallonische Regierung

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.242, D.243 und D.245, Absatz 2;

Aufgrund der am 17. Juli 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 3. August 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 20. Juli 2017 erfolgten und am 18. August 2017 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 3. August 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 30. Oktober 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 62.227/4;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017, den außerordentlichen Verfall der Preise für Agrarerzeugnisse im Jahr 2017 anzuerkennen;

In der Erwägung, dass unverzüglich eine Beihilferegulierung zugunsten der Züchter einzuführen ist, um die Finanzlage der Betriebe zu verbessern;

In der Erwägung, dass jegliche Verspätung bei der Verabschiedung und der Umsetzung dieser Beihilferegelung sich negativ auf den gesamten Sektor auswirken würde;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird 2017 eine De-minimis-Beihilfe gewährt zugunsten der Landwirte:

1° die Anrecht hatten auf eine Beihilfe im Rahmen der Basisprämienregelung gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, nachstehend "der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015" genannt, und

2° die 2016 Schafe, Rinder oder Ziegen gehalten haben.

**Art. 2** - Der in Artikel 1 erwähnte Betrag je beihilfefähiger Hektar wird berechnet, indem Haushaltsmittel in Höhe von 6.500.000 Euro durch die Gesamtzahl der beihilfefähigen Hektare geteilt wird.

Die beihilfefähigen Hektarflächen werden in Anhang 1 des vorliegenden Erlasses bestimmt.

Der Gesamtbetrag der in Absatz 1 erwähnten Beihilfe darf pro Landwirt den Betrag von 15.000 Euro, abzüglich des Betrags jeglicher "De-minimis"-Beihilfen, die während des laufenden Jahres und in den beiden vorangehenden Jahren gewährt wurden, nicht übersteigen.

Der gegebenenfalls nicht in Anwendung von Absatz 3 ausgezahlte Anteil der Beihilfe wird unter die Landwirte, die den Höchstbetrag nicht erreicht haben, verteilt.

Der Antragsteller füllt die De-minimis-Erklärung, wie sie im Anhang 2 angeführt wird, aus und unterzeichnet sie.

**Art. 3** - Um für die in Artikel 1 erwähnte Beihilfe in Frage zu kommen, erfüllt der Landwirt folgende Bedingungen:

° er ist gemäß Artikel D.22 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, nachstehend "das Gesetzbuch" genannt, bei der Zahlstelle im InVeKoS-System identifiziert;

2° er besitzt eine Produktionseinheit auf dem Gebiet der wallonischen Region;

3° er ist aktiver Landwirt im Sinne von Artikel 9 der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates, so wie er durch Artikel 10 bis 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 ausgeführt worden ist.

**Art. 4** - Die in Artikel 1 erwähnte Beihilfe wird einem Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne von Artikel 2 Ziffer 14 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union nicht gewährt.

**Art. 5** - Die Zahlstelle:

1° wird gemäß Artikel D.254 des Gesetzbuches mit der Überwachung der in Artikel 1 erwähnten Beihilfe beauftragt;

2° gewährt die in Artikel 1 erwähnte Beihilfe auf der Grundlage der Angaben und Schriftstücke, die ihr im Rahmen des in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 angeführten Sammelantrags durch den Landwirt übermittelt wurden.

Falls die Zahlstelle nicht über die Angaben oder Dokumente verfügt, die ihr ermöglichen, den betreffenden Landwirten die Beihilfe zu gewähren, fordert sie in Abweichung von Absatz 1 Ziffer 2 bei den Landwirten durch jedes Mittel, das der Einsendung laut Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, zusätzliche Informationen an. Die Landwirte antworten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum, an dem ihnen die Aufforderung, weitere Informationen zu übermitteln, zugestellt wurde, durch jedes Mittel zu, das der Einsendung laut Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht.

**Art. 6** - Die Zahlstelle führt in dem Beschluss zur Gewährung der in Artikel 1 erwähnten Beihilfe an, ob es sich um eine De-minimis-Beihilfe handelt oder nicht.

**Art. 7** - § 1. Die Zahlung der Beihilfe wird von der Zahlstelle eingestellt, falls die in Artikel 3 angeführten Verpflichtungen nicht beachtet werden.

Dieser Beschluss wird dem Landwirt mitgeteilt.

§ 2. Wurde sie zu Unrecht gezahlt, wird die Beihilfe gemäß den Artikeln D.258 bis D.260 des Gesetzbuches beigetrieben.

**Art. 8** - Gemäß Artikel D.257 § 1 des Gesetzbuches verfügt der Landwirt über fünfundvierzig Tage um bei dem Verantwortlichen der Zahlstelle gegen jegliche auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses getroffene Entscheidung Beschwerde einzureichen. Der Verantwortliche der Zahlstelle oder dessen Stellvertreter hört den Beschwerdeführer an, wenn dieser eine Anhörung gemäß Artikel 17 § 2 des Gesetzbuches beantragt.

Der Verantwortliche der Zahlstelle oder dessen Stellvertreter kann innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der Beschwerde darüber befinden.

Die Entscheidung des Verantwortlichen der Zahlstelle wird der Behörde, die den Beschluss gefasst hat, und dem Beschwerdeführer gleichzeitig mitgeteilt.

Kein Verzugszins wird über die Durchführung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgenommenen Zahlungen eingefordert.

**Art. 9** - Dem Landwirt wird keine in dem vorliegenden Erlass vorgesehene Beihilfe gewährt, wenn festgestellt wird, dass er die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen hat.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 11** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. November 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN



## Anhang 1 - Bestimmung der beihilfefähigen Hektarflächen

Beihilfefähig sind die Hektare Futterflächen, die von der Zahlstelle auf der Grundlage der Flächenerklärung 2016 bestimmt wurden, und zwar in den folgenden Anbaukategorien:

1. Runkelrübe;
2. Blaue Luzerne;
3. Dauergrünland (Bodenbedeckung von mehr als 90 %) seit fünf Jahren nicht in die Fruchtfolge einbezogen;
4. Dauergrünland (Bodenbedeckung von mehr als 90 %) mit zusätzlichem Umweltbeihilfevertrag und seit fünf Jahren nicht in die Fruchtfolge einbezogen;
5. Dauergrünland (Bodenbedeckung von mehr als 50 % und nicht mehr als 90 %) seit fünf Jahren nicht in die Fruchtfolge einbezogen;
6. Dauergrünland (Bodenbedeckung von mehr als 50 % und nicht mehr als 90 %) mit zusätzlichem Umweltbeihilfevertrag und seit fünf Jahren nicht in die Fruchtfolge einbezogen;
7. Zeitweiliges Grünland;
8. Grünland, das dazu bestimmt ist, zu Dauergrünland zu werden für die Parzellen mit Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen und Natura 2000-Maßnahmen;
9. Klee;
10. Sonstige Futterpflanzen;
11. Wintersorten von Acker- und Puffbohnen;
12. Frühjahrssorten von Acker- und Puffbohnen;
13. Süßlupine;
14. Gemisch Eiweißpflanzen (Wintersorten) + Getreide oder andere Pflanzenarten;
15. Gemisch Eiweißpflanzen (Frühjahrssorten) + Getreide oder andere Pflanzenarten;
16. Wintersorten von Eiweißerbsen;
17. Frühjahrssorten von Eiweißerbsen;
18. Andere Eiweißpflanzen.

Um für die Beihilfe in Frage zu kommen, müssen die Hektarflächen mit Futterpflanzen zwei GVE pro Hektar aufweisen. Liegt die Besatzdichte unter 2 GVE pro Hektar, wird die zulässige Fläche berechnet, indem die Gesamtanzahl GVE des Betriebs durch 2 GVE/Hektar geteilt wird.

Die GVE ist die Großvieheinheit oder Referenzeinheit, die die Aggregation von Viehbeständen unterschiedlicher Arten und unterschiedlichen Alters vereinfacht. Hierfür werden spezifische Koeffizienten verwendet, die ursprünglich auf der Grundlage des Futterbedarfs der verschiedenen Tierarten festgelegt wurden.

Die GVE werden erfasst auf der Grundlage der Anwesenheit vom 1. Januar 2016 bis zum 31. Dezember 2016 auf der Grundlage der Angaben des Ausbringungskatasters, d.h.:

- 1° für Rinder: die durchschnittlichen Anwesenheiten pro Quartal;
- 2° für Schafe und Ziegen: die Anwesenheiten nach dem Jahresinventar 2016;
- 3° die Kategorien werden gewichtet, so dass alle anwesenden Tiere nach den folgenden Formeln in GVE umgewandelt werden:

- a) männliche Rinder 00-05 Monate => 0,4 GVE;
- b) männliche Rinder 06-11 Monate => 0,6 GVE;
- c) männliche Rinder 12-23 Monate => 0,6 GVE;
- d) männliche Rinder >= 24 Monate => 1 GVE;
- e) weibliche Rinder 00-05 Monate => 0,4 GVE;
- f) weibliche Rinder 06-11 Monate => 0,6 GVE;
- g) Färsen 12-23 Monate => 0,6 GVE;
- h) Färsen >= 24 Monate => 1 GVE;
- i) weibliche Rinder des Milchtyps => 1 GVE;
- j) Schlachtkühe => 1 GVE;
- k) weibliche Rinder des Fleischtyps => 1 GVE;
- l) weibliche Rinder des Mischtyps => 1 GVE;
- m) Schafe und Ziegen, jünger als ein Jahr => 0,15 GVE;
- n) Schafe und Ziegen, älter als ein Jahr => 0,15 GVE.

Die Beihilfefähigkeit der Hektarflächen mit Futterpflanzen ist auf 37 ha pro Landwirt, der 2016 Direktbeihilfen bezogen hat, begrenzt, und zwar sowohl für die als Landwirt tätigen natürlichen Personen als auch für die natürlichen Personen, die Mitglied einer juristischen Person oder einer Vereinigung von juristischen Personen sind, die die in Artikel 56 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte in seiner durch den Erlass vom 17. Dezember 2015 abgeänderten Fassung erwähnten Bedingungen erfüllen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2017, durch den 2017 eine Beihilfe vorgesehen wird, um den außerordentlichen Verfall der Preise für Agrarerzeugnisse im Bereich der Viehzucht auszugleichen, beigefügt zu werden.

Namur, den 16. November 2017

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## Anhang 2 - Formular der ehrenwörtlichen Erklärung betreffend die De-minimis-Beihilfen

Hiermit erklärt der Unterzeichnete, dass dem nachstehenden Unternehmen:

ENTWEDER

\* während des Zeitraums zwischen 01/01/..... (das Jahr zwei Jahre vor dem Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) und dem.../...../..... (Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) vorher De-minimis-Beihilfen bis zu einem Gesamtbetrag von..... Euro gewährt worden sind.

Eine Abschrift der Angaben zum Nachweis der Gewährung der De-minimis-Beihilfen ist dieser Erklärung beizufügen.

ENTWEDER

\* während des Zeitraums zwischen 01/01/..... (das Jahr zwei Jahre vor dem Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) und dem.../...../..... Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) vorher keine De-minimis-Beihilfe gewährt worden ist.

UND

\* dass für dieselben, aufgrund einer Gruppenfreistellungsverordnung oder eines von der Kommission verabschiedeten Beschlusses beihilfefähigen Kosten keine staatliche Beihilfe gewährt wird, die zusammen mit den De-minimis-Beihilfen zu einer Überschreitung der als Beihilfen zugelassenen Höchstbeträge führt.

Bezeichnung des Unternehmens....

Landwirtschaftliche Betriebsnummer....

Name und Eigenschaft....

Anschrift....

Postleitzahl und Ortsname....

Datum Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2017 durch den 2017 eine Beihilfe vorgesehen wird, um den außerordentlichen Verfall der Preise für Agrarerzeugnisse im Bereich der Viehzucht auszugleichen, beigelegt zu werden.

Namur, den 16. November 2017.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/206030]

**16 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling, in 2017, van een steun ter compensatie van de buitengewone daling van de prijzen van de landbouwproducten in de fokkerijsector**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de landbouwsector;

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.11, D.13, D.14, D.17, D.242, D.243 en D.245, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juli 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 augustus 2017;

Gelet op het overleg gepleegd op 15 september 2016 tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid en goedgekeurd op 18 augustus 2017;

Gelet op het rapport van 3 augustus 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 62.227/4 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>b</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 tot erkenning van de uitzonderlijke daling in 2017 van de prijzen van de landbouwproducten;

Overwegende dat er reden is om een steunregeling ten gunste van de producenten in te voeren om de thesaurie van de fokbedrijven te ontlasten;

Overwegende dat elke vertraging in de aanneming en de uitvoering van bovenvermelde steunregeling nadelig zou zijn voor het geheel van genoemde sector;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt in 2017 een minimis-steun verleend aan de landbouwers:

1° die in aanmerking zijn gekomen voor de basisbetalingsregeling overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, hierna "het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015" genoemd, en;

2° die schapen, runderen of geiten in 2016 hebben gehouden.

**Art. 2.** Het bedrag per subsidiabele hectare van de in artikel 1 bedoelde steun wordt berekend door een begroting van 6.500.000 euro te delen door het totaal aantal subsidiabele hectaren.

De subsidiabele hectaren worden in bijlage 1 bij dit besluit bepaald.

Per landbouwer mag het totaalbedrag van de in artikel 1 bedoelde steun niet hoger zijn dan 15.000 euro, waarvan het bedrag van elke minimis-steun die verleend werd in de loop van het lopende jaar en van de twee voorafgaande jaren afgetrokken wordt.

Het eventuele deel van de steun dat overeenkomstig het derde lid niet verleend wordt, wordt verdeeld tussen de andere landbouwers die het plafond niet hebben bereikt.

De aanvrager vult in en ondertekent de minimis-verklaring zoals opgenomen in bijlage 2.

**Art. 3.** Om voor de in artikel 1 bedoelde steun in aanmerking te komen moet de landbouwer aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° geïdentificeerd zijn bij het betaalorgaan in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, overeenkomstig artikel D.22 van het Waalse Landbouwwetboek, hierna het "Wetboek" genoemd;

2° over een productie-eenheid op het grondgebied van het Waalse Gewest beschikken;

3° een actieve landbouwer zijn in de zin van artikel 9 van Verordening (EU) nr.1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad, zoals uitgevoerd bij de artikelen 10 tot 12 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015.

**Art. 4.** De in artikel 1 bedoelde steun wordt niet toegekend aan een onderneming in moeilijkheden in de zin van artikel 2, 14°, van Verordening (EG) nr.702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

**Art. 5.** Het betaalorgaan:

5° is belast met de opvolging van de in artikel 1 bedoelde steun overeenkomstig artikel D.254 van het Wetboek;

2° verleent de in artikel 1 bedoelde steun op basis van de gegevens en documenten waarover het beschikt via de eenmalige aanvraag van de landbouwer bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015.

In afwijking van het eerste lid, 2°, stuurt bedoeld orgaan, wanneer het betaalorgaan niet over de gegevens of documenten beschikt waarmee het de steun aan de betrokken landbouwers kan toekennen, een informatieaanvraag aan de landbouwers door elk middel dat een vaste datum verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek. De landbouwers antwoorden binnen dertig dagen na ontvangst van de informatieaanvraag door elk middel dat een vaste datum verleent aan de verzending in de zin van artikel D.15 van het Wetboek.

**Art. 6.** Van het de minimis-karakter van de steun wordt in de beslissing tot toekenning van de in artikel 1 bedoelde steun door het betaalorgaan melding gemaakt.

**Art. 7. § 1.** De toegekende steun wordt door het betaalorgaan opgeschort indien de verplichtingen bedoeld in artikel 3 niet nagekomen worden.

De opschorting wordt aan de landbouwer meegedeeld.

§ 2. In geval van niet-verschuldigde betaling wordt de steun ingevorderd overeenkomstig de artikelen D.258 tot D.260 van het Wetboek.

**Art. 8.** Overeenkomstig artikel D.257, § 1, van het Wetboek beschikt de landbouwer over vijftien dagen om een beroep in te dienen bij de verantwoordelijke van het betaalorgaan tegen elke beslissing genomen krachtens dit besluit. De verantwoordelijke van het betaalorgaan of diens afgevaardigde hoort de verzoeker wanneer laatstgenoemde overeenkomstig artikel 17, § 2, van het Wetboek vraagt om gehoord te worden.

De verantwoordelijke van het betaalorgaan of diens afgevaardigde kan een beslissing tegen het beroep nemen binnen een termijn van drie maanden na de indiening van het beroep.

De beslissing van de verantwoordelijke van het betaalorgaan wordt gelijktijdig meegedeeld aan de overheid die de beslissing heeft genomen en aan de verzoeker.

Er wordt geen enkele nalatigheidsintrest geëist betreffende de betalingen verricht in het kader van dit besluit.

**Art. 9.** Er wordt geen van de steunbedragen waarin dit besluit voorziet, toegekend aan een landbouwer die kunstmatig de voorwaarden heeft gecreëerd om voor dergelijke steunbedragen in aanmerking te komen die niet in overeenstemming zijn met de doelstellingen van dit besluit.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 11.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 november 2017.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN



## Bijlage 1 - Bepaling van de subsidiabele hectaren

De hectaren voederoppervlakten, zoals bepaald door het betaalorgaan op grond van de oppervlakteaangifte 2016 zijn subsidiabel in de volgende categorieën gewassen:

1. voederbiet;
2. luzerne;
3. vaste weide (dekkingspercentage hoger dan 90 %) die sinds 5 jaar niet in de vruchtwisseling opgenomen wordt;
4. vaste weide (dekkingspercentage hoger dan 90 %) met een milieuovereenkomst voor aanvullende steun en die sinds 5 jaar niet in de vruchtwisseling opgenomen wordt;
5. vaste weide (dekkingspercentage hoger dan 50 % en kleiner dan of gelijk aan 90 %) die sinds 5 jaar niet in de vruchtwisseling opgenomen wordt;
6. vaste weide (dekkingspercentage hoger dan 50 % en kleiner dan of gelijk aan 90 %) met een milieuovereenkomst voor aanvullende steun en die sinds 5 jaar niet in de vruchtwisseling opgenomen wordt;
7. tijdelijk weiland;
8. weide die vast zal worden voor de percelen betrokken bij een agromilieumaatregel, bij een klimatische maatregel en bij een Natura 2000-locatie;
9. klavers;
10. andere voedergewassen;
11. tuin- en veldbonen (winterrassen);
12. tuin- en veldbonen (zomerrassen);
13. niet-bittere lupinen;
14. mengsel van eiwithoudende gewassen (winterrassen) + granen of andere soorten;
15. mengsel van eiwithoudende gewassen (winterrassen) + granen of andere soorten;
16. eiwitrijke erwten (winterrassen);
17. eiwitrijke erwten (zomerrassen);
18. andere eiwithoudende gewassen.

De subsidiabiliteit van de hectaren voedergewassen wordt onderworpen aan de aanwezigheid van 2 GVEB/ha. In geval van een dichtheid kleiner dan 2 GVEB/ha wordt de subsidiabele oppervlakte berekend door het totaal aantal GVEB aanwezig in het bedrijf te delen door 2 GVEB /ha.

De GVE is de grootvee-eenheid of referentie-eenheid waarmee een aggregatie van vee van verschillende soorten en leeftijden gemaakt kan worden aan de hand van specifieke coëfficiënten die aanvankelijk opgemaakt zijn op basis van de voedingsbehoeften van elk type dier.

De GVE's worden geboekt op basis van de aanwezigheid van 1 januari 2016 tot 31 december 2016 die in aanmerking wordt genomen in het stalmestkadaster, namelijk:

- 1° voor de runderen: gemiddelde aanwezigheden berekend per kwartaal;
- 2° voor de schapen en geiten: komen de aanwezigheden uit de jaarlijkse inventaris 2016;
- 3° de categorieën worden zodanig gewogen dat alle aanwezigheden in GVE worden omgezet volgens de volgende formules:

- a) mannelijke runderen 00-05 maanden=> 0.4 GVE;
- b) mannelijke runderen 06-11 maanden=> 0.6 GVE;
- c) mannelijke runderen 12-23 maanden=> 0.6 GVE;
- d) mannelijke runderen >= 24 maanden=> 1 GVE;
- e) vrouwelijke runderen 00-05 maanden=> 0.4 GVE;
- f) vrouwelijke runderen 06-11 maanden=> 0.6 GVE;
- g) vaarzen 12-23 maanden=> 0.6 GVE;
- h) vaarzen >=24 maanden=> 1 GVE;
- i) melkkoeien => 1 GVE;
- J) reformkoeien => 1 GVE;
- k) vleeskoeien => 1 GVE;
- l) gemengde koeien => 1 GVE;
- m) schapen en geiten van minder dan 1 jaar => 0.15 GVE;
- n) schapen en geiten van meer dan 1 jaar => 0.15 GVE.

De subsidiabiliteit van de hectaren voedergewassen wordt beperkt tot 37 ha per landbouwer die in 2016 in aanmerking kwam voor de rechtstreekse steun, zowel voor de landbouwers die als natuurlijke personen uitoefenen als voor de natuurlijke personen die lid zijn van een rechtspersoon of een groepering van natuurlijke of rechtspersonen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 56, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, zoals gewijzigd bij het besluit van 17 december 2015.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2017 tot vaststelling, in 2017, van een steun ter compensatie van de buitengewone daling van de prijzen van de landbouwproducten in de fokkerijsector.

Namen, 16 november 2017.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

## Bijlage 2 - Formulier voor de verklaring op eer over de-minimissteun

Hierbij verklaart ondergetekende, dat aan de hierna genoemde onderneming

OFWEL

\* over de periode van 01/01/..... (jaartal twee jaren gelegen vóór de datum van ondertekening van deze verklaring) tot...../...../..... (datum van ondertekening van deze verklaring) eerder de minimis-steun is toegekend tot een totaal bedrag van..... euro.

Een kopie van gegevens waaruit het verlenen van de-minimissteun blijkt, wordt toegevoegd aan deze verklaring.

OFWEL

\* over de periode van 01/01/..... (jaartal twee jaren gelegen vóór de datum van ondertekening van deze verklaring) tot...../...../..... (datum van ondertekening van deze verklaring) niet eerder de minimis-steun is verleend.

EN

\*niet reeds voor dezelfde in aanmerking komende kosten staatssteun is verleend op grond van een groepsvrijstellingsverordening of een besluit van de Europese Commissie, indien door de de-minimissteun het maximum van de uit dien hoofde toegestane steun zou worden overschreden.

bedrijfsnaam...

landbouwersnummer...

naam en functie...

Adres...

postcode en plaatsnaam...

datum handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2017 tot vaststelling, in 2017, van een steun ter compensatie van de buitengewone daling van de prijzen van de landbouwproducten in de fokkerijsector.

Namen, 16 november 2017

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/31553]

**16 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement portant désignation des agents statutaires ou contractuels chargés du contrôle visé à l'article 13, § 2, de l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine, l'article 13 § 2;

Vu le Code du Logement, l'article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale modifié par l'arrêté du 20 novembre 2015 et l'arrêté du 21 janvier 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles du 19 mars 2015 réglant le changement d'appellation du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 2017 portant création de Bruxelles Urbanisme & Patrimoine;

Vu la Décision du 20 juillet 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la restructuration du service public Régional Bruxellois;

Sur proposition du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par « l'Ordonnance », l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/31553]

**16 NOVEMBER 2017. — Regeringsbesluit tot aanduiding van de statutaire of contractuele ambtenaren die belast zijn met het toezicht bedoeld in artikel 13, § 2, van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaarder-  
ring**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaarder-  
ring, artikel 13 § 2;

Gelet op de Huisvestingscode, artikel 6;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, artikel 10;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigings-regeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door het besluit van 20 november 2015 en het besluit van 21 januari 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 maart 2015 tot regeling van de naamswijziging van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 juni 2017 houdende oprichting van Brussel Stedenbouw & Erfgoed;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2016 over de herstructurering van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel;

Op voordracht van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt onder "de ordonnantie" de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaarder-  
ring verstaan.